

Secretary of
State for External Affairs
Affaires extérieures
OTTAWA



Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

N° 179

SEP 10 1991

Le 19 août 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
REVENIR À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

REPRISE DES POURPARLERS SUR LES CIELS OUVERTS

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, et le ministre des Affaires étrangères de la Hongrie, M. Gesa Jeszenszky, ont annoncé aujourd'hui que les négociations concernant un accord «Cielles ouverts» reprendront le 9 septembre 1991, à Vienne. Les représentants des pays participants s'efforceront d'établir le cadre nécessaire pour la conclusion d'une entente.

Les ministres ont indiqué que le Canada et la Hongrie avaient collaboré étroitement lors des séries précédentes de pourparlers et procédé à un survol d'essai en janvier 1990 qui, espèrent-ils, contribuera à faire avancer les négociations.

«Un régime 'Cielles ouverts' constitue un élément important d'un nouvel ordre de sécurité, a déclaré M^{me} McDougall. Nous sommes très heureux de coopérer aussi étroitement avec la Hongrie à ces pourparlers», a-t-elle ajouté.

«Le survol d'essai mené par le Canada et la Hongrie ainsi que le régime bilatéral 'Cielles ouverts' établi par la Hongrie et la Roumanie nous ont permis d'acquérir une expérience qui, espérons-le, nous aidera à clore avec succès ces négociations», a déclaré M. Jeszenszky.

Les premières séries de négociations sur les Cielles ouverts se sont déroulées à Ottawa en février 1990 et à Budapest en avril 1990. La proposition «Cielles ouverts» prévoit l'exécution, sous réserve d'un court préavis, de vols de surveillance par des avions non armés à des fins de renforcement de la confiance entre les pays participants.

-30-

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

CIELS OUVERTS

DOCUMENT D'INFORMATION

La proposition «Ciels ouverts» a été lancée par le président Bush en mai 1989. Il visait ainsi un traité qui permettrait aux États parties de faire des survols après courte notification à des fins de renforcement de la confiance. Avant l'annonce du président, les représentants canadiens avaient conseillé à leurs homologues américains d'engager des négociations auxquelles prendraient part tous les pays des deux alliances européennes de sécurité.

Les Canadiens ont été motivés par plusieurs facteurs. Ils croyaient qu'un traité Ciels ouverts aurait un effet «démocratisant» sur les relations entre les deux alliances en permettant aux États plus petits de se doter d'une capacité indépendante de suivre les activités d'intérêt. Ils croyaient qu'un traité Ciels ouverts permettrait aux membres nord-américains de l'OTAN de montrer à leurs partenaires européens, auxquels on allait bientôt demander de consentir à des inspections sur place dans le cadre des négociations sur le contrôle des armements en Europe, qu'ils étaient prêts à accepter des inspections indiscrettes au nom de l'amélioration des relations Est-Ouest. Enfin, ils croyaient que l'«ouverture» des ciels serait le moyen de concrétiser le climat de bonne volonté croissante dans les relations Est-Ouest en un traité. De plus, mis à part son utilité comme mesure de confiance, un traité Ciels ouverts était considéré comme un complément valable aux dispositions de vérification prévues dans plusieurs traités de contrôle des armements déjà en place ou en cours de négociation.

Il y a eu deux séries de négociations : l'une à Ottawa en février 1990 et l'autre à Budapest en avril de la même année. Les négociations se sont ouvertes à Ottawa par une réunion de trois jours des ministres des affaires étrangères des 23 États membres des deux alliances. Après leur départ, les hauts responsables ont entrepris de traduire l'orientation générale des pourparlers en un traité dont la signature, espéraient-ils, marquerait le premier anniversaire du discours du président Bush. Des divergences sur plusieurs questions techniques ont toutefois forcé les délégués à quitter Budapest sans avoir conclu d'accord.

Depuis la Conférence de Budapest, les pays alliés de l'OTAN ont réexaminé leur position. En avril de cette année, le Canada a présenté, au nom des alliés, une nouvelle position de compromis à l'Union soviétique. Au début d'août, les Soviétiques donnaient leur réponse et faisaient preuve eux-mêmes d'une certaine souplesse. Il a alors été décidé que les hauts responsables devraient se rencontrer pendant une semaine pour trouver d'autres domaines où des compromis seraient possibles.

Les pourparlers sur les Ciels ouverts reprendront pour une semaine le 9 septembre 1991, à Vienne. Ils se poursuivront à l'automne, si suffisamment de progrès ont été réalisés.